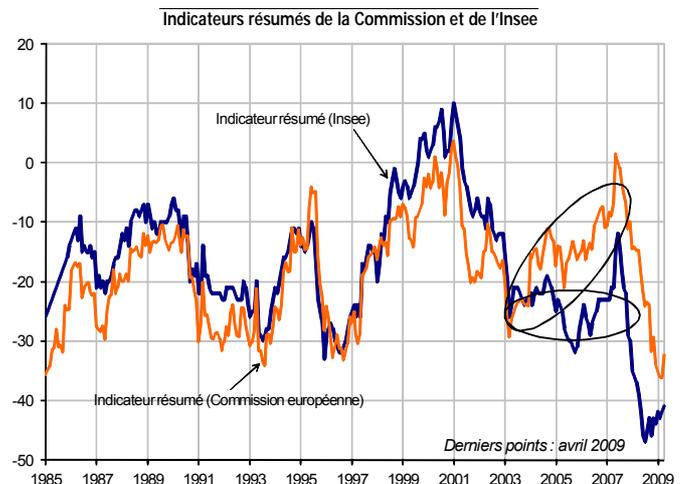


Enquête auprès des ménages et consommation en France

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et de la Politique économique et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

- L'enquête de conjoncture de l'Insee auprès des ménages permet d'établir une modélisation du comportement de la consommation des ménages en biens et services. La modélisation est cependant plus fragile lors des retournements de cycle.
- L'enquête de conjoncture auprès des ménages permet de révéler en onze questions la perception des ménages sur leur environnement économique. Ces réponses sont synthétisées par un indicateur résumé, l'indicateur de confiance des ménages, qui retrace bien la tendance commune aux onze soldes d'opinion.
- Jusqu'en 2003, les ménages avaient un comportement de réponse en lien étroit avec les évolutions du chômage. De 2003 à 2007, la préoccupation de l'inflation semble avoir pris de plus en plus d'importance et le lien entre le chômage et les résultats globaux de l'enquête s'est estompé, notamment lorsque le chômage a baissé. Avec la crise actuelle, le chômage semble être redevenu un déterminant essentiel des réponses à l'enquête.
- En fait, il semble que les ménages soient surtout influencés dans leurs réponses à l'enquête par ce qui est le plus négatif, basculant d'une préoccupation dominante d'inflation lorsqu'elle est élevée à une préoccupation dominante de chômage lorsqu'il est haut.
- Le lien entre les évolutions de l'indicateur résumé et celles de la consommation des ménages est trop lâche, surtout entre 2003 et 2007 où les évolutions ont été inverses, pour établir une prévision fiable de la consommation à court terme à partir de ce seul indicateur. En revanche, le recours à certains soldes de l'enquête permet de retracer l'essentiel de la dynamique de la consommation à court terme.



Source : Insee, Commission européenne

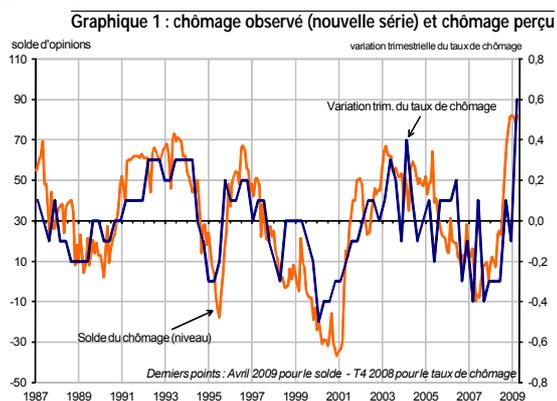
1. L'évolution de l'indicateur résumé de l'INSEE n'est pas le simple reflet des évolutions du chômage

L'Insee réalise chaque mois une enquête de conjoncture auprès des ménages français¹. Elle permet de révéler la perception des ménages sur leur environnement économique à travers onze questions qualitatives :

- trois questions portant sur l'inflation et le chômage (inflation passée et perspectives, perspectives d'évolution du chômage),
- deux questions très générales sur le niveau de vie en France (évolution passée et perspectives d'évolution),
- six questions portant sur la situation personnelle : la situation financière (évolution passée, niveau actuel et perspectives d'évolution), l'opportunité d'épargner, la capacité d'épargner et l'opportunité d'effectuer des achats importants.

1.1 Les ménages ont une bonne perception des évolutions du chômage et de l'inflation

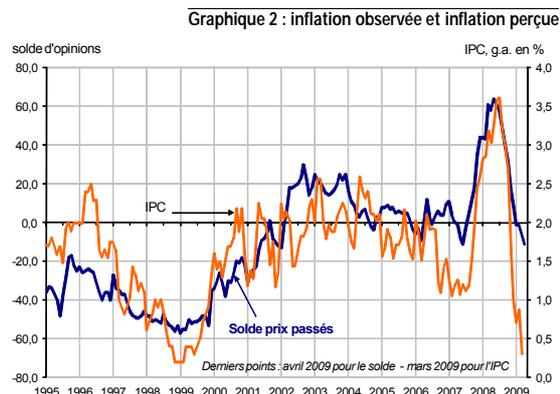
Le solde d'opinions² relatif à la perception des ménages sur l'évolution future du chômage suit relativement bien les variations du chômage (cf. graphique 1), particulièrement avec la nouvelle série trimestrielle du taux de chômage, ce qui suggère que les ménages ont une bonne perception de la situation du marché du travail et que leurs réponses ne s'appuient pas simplement sur les seuls indicateurs statistiques disponibles³.



Source : Insee

S'agissant de l'inflation, la perception des ménages est historiquement assez proche de l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Insee (cf. graphique 2), du moins jusqu'en 2002. Au moment du double affichage des prix en 2001 (en francs et en euros), les ménages ont commencé à percevoir une inflation plus élevée que celle mesurée par l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, et encore plus nettement avec le passage à l'euro fiduciaire début 2002⁴. Depuis, l'écart perdure, comme si les

ménages étaient devenus structurellement plus pessimistes quant à l'évolution des prix, alors que d'après la Banque de France et l'Insee⁵, l'impact réel de l'euro sur l'inflation a été modéré (de l'ordre d'1/4 point) et ponctuel.



Source : Insee

Comment expliquer un tel décalage entre inflation observée et perçue ? Plusieurs études ont conclu que les anticipations des ménages sont majoritairement adaptatives. Or, au vu des « erreurs systématiques d'anticipations » des ménages sur l'évolution des prix, on pourrait être amené à conclure que leurs anticipations ne sont ni rationnelles, ni adaptatives. Seulement, il est possible aussi que l'indice des prix à la consommation, tel qu'il est construit actuellement, ne reflète pas la perception des prix de certains ménages, particulièrement des plus modestes. Une autre explication serait que l'inflation perçue corresponde à l'évolution des prix d'une partie seulement des biens et services couverts par l'indice des prix à la consommation (produits alimentaires...) mais moins d'autres (électronique...) ⁶. Tous les ménages ne sont en effet pas affectés de la même manière par la hausse des prix. Aussi, selon Lenglard⁷ ce sont les ménages à bas revenus qui sont le plus exposés aux hausses de prix, compte tenu de la structure de leur consommation. Or, d'après Lollivier⁸, 10 % des répondants à l'enquête suffisent à inverser le sens de l'indicateur résumé compte tenu du poids important des ménages qui répondent de manière neutre. Il est ainsi possible que le solde sur l'inflation perçue, soit principalement déterminé par les ménages les plus exposés aux hausses de prix.

1.2 L'indicateur résumé de l'enquête calculé par l'INSEE a longtemps reflété principalement l'évolution du chômage

L'indicateur le plus souvent utilisé pour commenter les résultats de l'enquête est un indicateur résumé calculé très

- (1) Enquête semestrielle à partir de 1958, quadrimestrielle à partir de 1965, mensuelle, sauf en août, à partir de 1987, mensuelle, y compris en août, depuis 2008.
- (2) Le solde d'opinions est défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (en hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (en baisse).
- (3) Une minorité des ménages formerait des « anticipations rationnelles », c'est à dire mobilisant toute l'information disponible, sur les évolutions des prix et du chômage, tandis que la majorité des ménages formerait des « anticipations adaptatives » c'est à dire extrapolant simplement les évolutions passées récentes. Cf. Gardes F., Ghabri S., Madre J.-L., Pichery M.-C. « Rationalité des anticipations des ménages : tests quantitatifs sur données individuelles françaises », *Revue Économique* (1997).
- (4) Lefranc S., « Le brouillage des prix induit par le passage à l'euro fiduciaire a-t-il affecté la consommation des ménages dans la zone euro ? », *DP Analyses Économiques* n°20, Novembre 2003.
- (5) Banque de France (2006), « L'euro est-il inflationniste ? ». *Documents et débats* n°1, Janvier 2007. Insee (2004), « L'inflation au moment du passage à l'euro », in *L'économie française - édition 2003-2004*.
- (6) Cf. Rapport de la commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » présidée par Alain Quinet : http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/sircom/rap_mesure_pouvoir_achat.pdf.
- (7) Lenglard F., « Pouvoir d'achat mesuré, pouvoir d'achat perçu : les raisons du décalage », *Économie Française*, 2007.
- (8) Lollivier S., « Anticipations des ménages et environnement économique », *Économie et Statistique*, 1999.

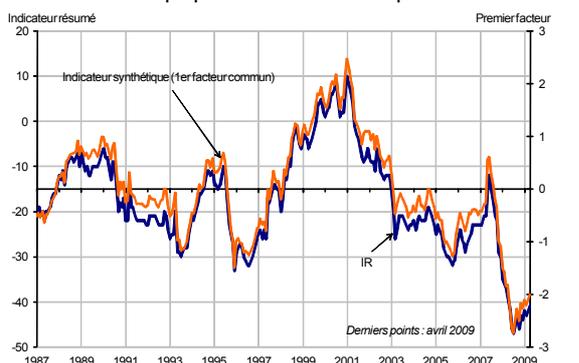
simplement par l'Insee et qui s'avère pertinent pour résumer globalement sur la période 1987-2008 l'information commune apportée par les soldes d'opinion de l'enquête. (cf. encadré 1).

Cet indicateur reflète à certaines périodes très ponctuelles l'impact sur le moral des ménages d'événements majeurs (élections, grève... cf. graphique 5). Mais il est surtout utilisé pour résumer le sentiment des ménages sur la situation économique⁹.

Encadré 1 : L'indicateur résumé synthétise bien la tendance commune aux onze soldes d'opinion

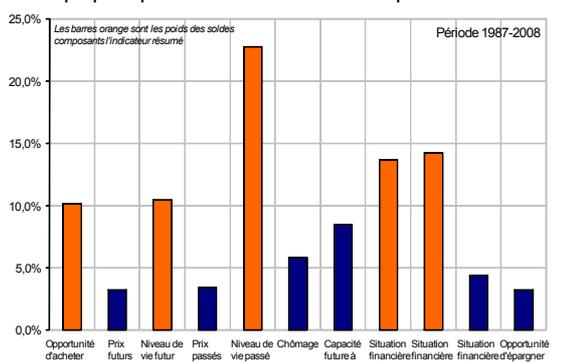
L'indicateur résumé de l'Insee est la moyenne arithmétique des cinq soldes suivants : situation financière personnelle (évolution passée et future), niveau de vie en France (évolution passée et perspectives d'évolution) et opportunité d'acheter. L'indicateur synthétique de l'Insee est donc construit plus simplement que celui calculé pour d'autres enquêtes, notamment celle dans l'industrie, qui repose sur l'analyse factorielle. Cependant, il est très proche du premier facteur issu d'une analyse factorielle statique^a conduite sur les onze soldes de l'enquête entre 1987 et 2008 et qui est calculé pour résumer le mieux la variance commune à tous les soldes (cf. graphique 3). Les cinq soldes qui expliquent le plus la variance commune à tous les soldes s'avèrent être ceux retenus par l'Insee pour le calcul de l'indicateur résumé (cf. graphique 4), et plus particulièrement le niveau de vie passé et la situation financière personnelle. La principale différence entre ce premier facteur et l'indicateur résumé de l'Insee est la pondération affectée à chaque solde : dans l'indicateur de l'Insee, les cinq soldes ont la même pondération alors que dans le 1^{er} facteur c'est le solde lié au niveau de vie passé qui a la pondération la plus importante. Cela tendrait à conforter la pertinence de l'indicateur résumé, et notamment la non inclusion des soldes sur le chômage et l'inflation car leurs évolutions seraient déjà captées par les soldes retenus dans l'indicateur résumé.

Graphique 3 : indicateur résumé et premier facteur commun



Sources Insee, DGTPE

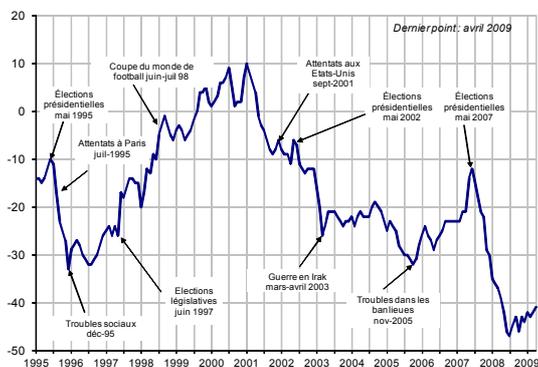
Graphique 4 : poids des différents soldes dans le premier facteur commun



Sources : Insee, calculs DGTPE

- a. L'analyse factorielle permet de retracer, à partir de l'extraction du premier facteur commun, l'information commune aux soldes considérés et permet une lecture simplifiée de l'enquête. Chaque solde d'opinion est décomposé en composantes communes (c'est un terme proportionnel du facteur commun) et composante spécifique (résidu relatif à chaque solde). Le premier facteur commun obtenu est ainsi la combinaison linéaire des soldes sélectionnés (somme pondérée, où le coefficient associé à chaque solde représente le poids de chaque solde dans la variance commune de l'ensemble des soldes).

Graphique 5 : indicateur résumé de la confiance des ménages

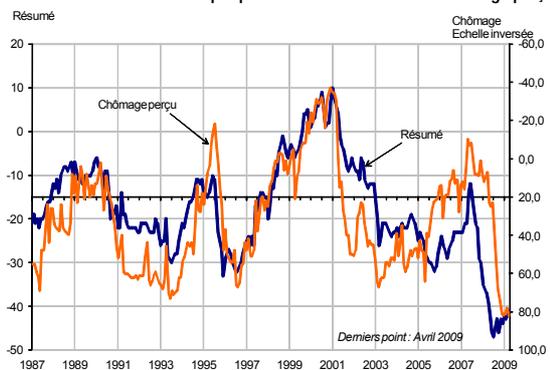


Source : Insee

Cet indicateur résumé n'inclut pas dans son calcul les soldes d'opinions sur l'inflation et le chômage, mais lorsque les ménages expriment leur avis sur l'évolution du niveau de vie général en France, ils prennent implicitement en compte des informations sur l'inflation et le chômage. Cela s'applique aussi à la question sur la situation financière personnelle : chaque répondant tient probablement compte de la situation d'activité de chaque membre du ménage, face au risque de chômage, ainsi que de son pouvoir d'achat.

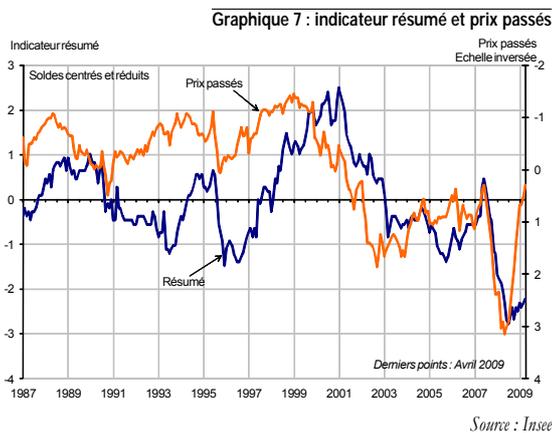
Jusqu'en 2002, l'indicateur résumé était très corrélé (négativement) avec la perception des ménages sur le chômage (cf. graphique 6). La corrélation avec la perception des prix est beaucoup moins nette, mais elle s'est fortement accrue depuis 2004 (cf. graphique 7). Cela montre que les questions générales sur la situation économique retenues dans l'indicateur résumé (niveau de vie, situation financière, opportunité d'acheter) incorporent bien jusqu'en 2001 la perception du chômage (et relativement peu celle de l'inflation) mais que cela est moins vrai depuis.

Graphique 6 : indicateur résumé et chômage perçu



Source : Insee

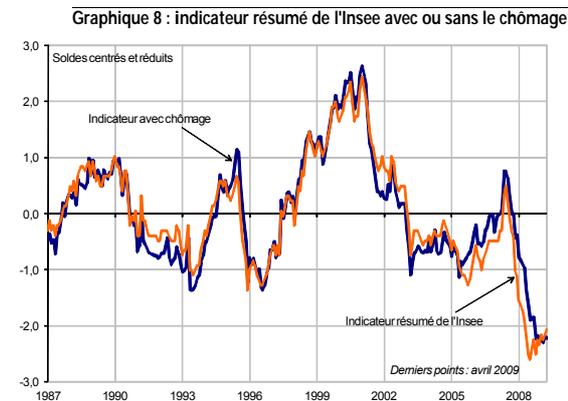
(9) Lollivier S., « Anticipations des ménages et environnement économique », *Économie et Statistique*, 1999.



1.3 L'absence de prise en compte du solde sur la perception du chômage dans l'indicateur résumé peut-elle conduire à un indicateur résumé biaisé à certaines périodes ?

Ces résultats conduisent à s'interroger sur le message principal incorporé dans l'indicateur résumé : jusqu'en 2003, le message portait principalement sur l'impact du chômage sur l'environnement économique des ménages, même si le solde

sur le chômage perçu n'était pas inclus dans le calcul de l'indicateur résumé. Depuis 2003, le comportement de réponse des ménages aux questions générales sur la situation économique (niveau de vie, situation financière, opportunité d'acheter) semble avoir changé et ils incorporeraient moins dans la réponse à ces questions les évolutions du chômage.



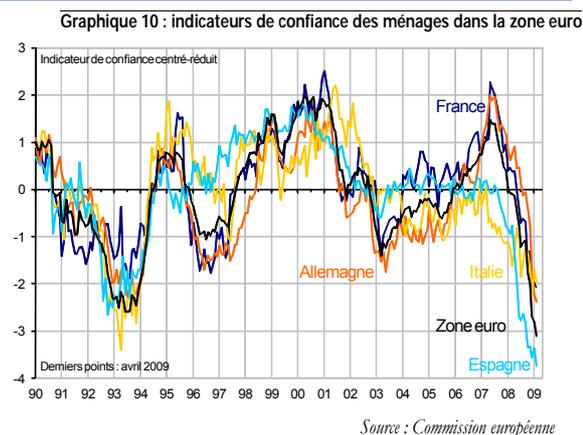
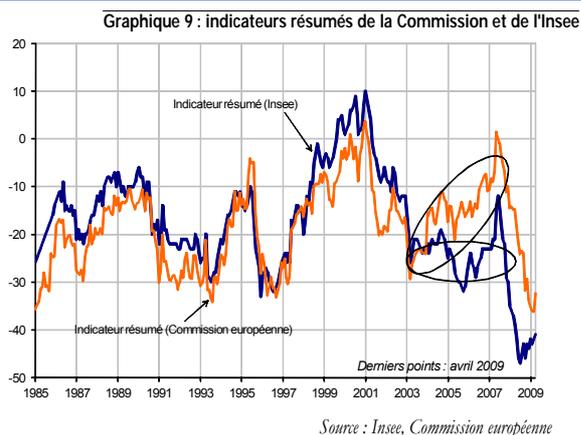
L'indicateur avec le solde sur le chômage ainsi calculé est la moyenne arithmétique des soldes sur le chômage, le niveau de vie passé et futur et la situation financière future.

Encadré 2 : Comparaison avec l'enquête publiée par la Commission européenne

L'enquête de conjoncture de l'Insee auprès des ménages fait partie du programme d'enquêtes harmonisées au niveau européen. Pour résumer les résultats de l'enquête, la Commission européenne a fait un choix différent de celui de l'Insee : elle utilise 4 soldes au lieu de 5. Seuls deux soldes entrant dans le calcul de l'indicateur résumé sont communs : situation financière personnelle future et niveau de vie futur. La Commission ne retient aucun solde rétrospectif et inclut la capacité future à épargner et les perspectives d'évolution du chômage.

Tableau 1 : soldes entrant dans l'indicateur résumé

	Insee	Commission européenne
Évolution passée du niveau de vie	X	
Perspectives d'évolution du niveau de vie	X	X
Évolution passée de la situation financière	X	
Perspectives d'évolution de la situation financière	X	X
Opportunité d'acheter	X	
Perspectives d'évolution du chômage		X
Capacité future à épargner		X



L'indicateur résumé calculé par la Commission reflète un sentiment des ménages moins pessimiste que celui de l'Insee depuis 2003. Ainsi l'optimisme de la perception des ménages sur la période 2005-2007 de l'indicateur calculé par la Commission est lié à la prise en compte de l'amélioration du marché de l'emploi en France.

Compte tenu principalement de ces différences dans le choix des questions composant l'indicateur résumé, le positionnement relatif du sentiment des ménages français sur la situation économique diffère de celui des autres grands pays de la zone euro (cf. graphique 10).

La question qui se pose alors est de savoir si l'absence de solde sur le chômage dans le calcul de l'indicateur résumé ne conduit pas depuis 2003 à un indicateur résumé donnant une image trop pessimiste de la perception des ménages sur la situation économique. Cette question est d'autant plus légitime que l'indicateur résumé de la Commission européenne inclut cette question dans son indicateur résumé et donne une image moins négative du jugement des ménages sur la situation économique entre 2003 et 2008 (cf. encadré 2).

Aussi, en construisant un indicateur résumé prenant en compte les mêmes soldes que celui calculé par l'Insee mais en incluant le solde relatif aux évolutions du chômage et en retirant celui sur la situation financière passée (car c'est le solde le plus corrélé aux autres), on obtient un indicateur qui donne une image moins pessimiste de la perception des ménages sur leur environnement économique de 2005 à mi 2008. (cf. graphique 8).

2. Le comportement de réponse des ménages a changé : mise en évidence du basculement entre chômage et inflation

2.1 Un changement des comportements de réponse des ménages ...

Le décalage observé précédemment entre indicateur résumé et évolution du chômage sur la période 2004 et 2007 laisse présager un possible changement dans le comportement de réponse à l'enquête sur cette période. La perception correcte de baisse du chômage pourrait influencer moins qu'avant les réponses aux autres questions (niveau de vie en France, situation financière, opportunité d'acheter...).

Ainsi, la façon dont les ménages français évaluent les évolutions passées ou à venir de l'inflation et du chômage n'affecte peut-être pas leur comportement de réponses à l'ensemble des questions de l'enquête de manière identique selon les périodes.

2.2 ... conforté par l'analyse factorielle

Cette possible évolution du comportement de réponse peut être appréhendée en effectuant à différentes périodes une analyse factorielle statique sur l'ensemble des soldes d'opinions : l'évolution des poids des différents soldes dans la variance commune de l'ensemble des soldes sera un indice des évolutions du comportement de réponses. Le premier résultat non développé ici est la forte instabilité du poids des différents soldes dans la variation commune à l'ensemble des soldes d'opinions : cela montre que l'indicateur résumé, proche du premier facteur commun d'une analyse factorielle sur la période 1987-2008 est un bon résumé de l'enquête sur l'ensemble de cette période mais pas nécessairement sur certaines sous périodes.

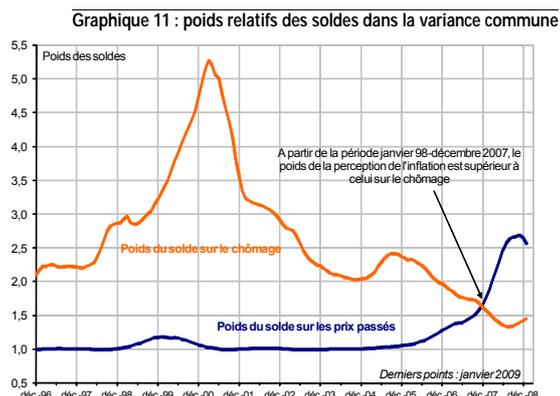
C'est de janvier 1998 à décembre 2007 que le poids de la perception des ménages sur l'évolution des prix est devenu petit à petit plus important que celui sur la perception du chômage (cf. graphique 11).

Cette période se caractérise par une hausse de la perception de l'inflation au moment de l'introduction de l'euro en même temps qu'une amélioration globale sur le marché du travail. Depuis cette hausse de l'inflation, la perception de l'évolution des prix a une contribution propre à la variance commune plus forte que celle liée au chômage, alors qu'auparavant c'était l'inverse.

Le poids du solde sur la perception de l'évolution du chômage tend par contre à diminuer avec la baisse du chômage. Il y a en effet une corrélation positive entre le niveau du chômage et l'importance relative du solde sur le chômage dans la variance commune aux soldes de l'enquête (cf. graphique 12). Cela signifie que lorsque le marché du travail est moins dégradé, le solde lié au chômage a moins de poids dans la variance commune à tous les soldes, comme si les ménages gardaient un biais pessimiste qui amoindrit l'impact de la baisse du chômage (bien perçue par ailleurs, cf. partie 1).

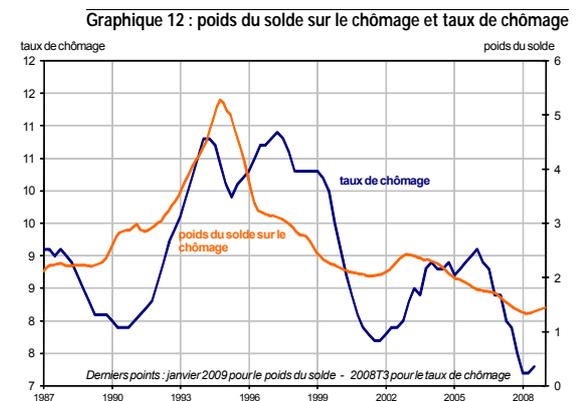
Depuis l'été 2008 par contre, la question sur l'inflation perd de son importance (compte tenu de la récente baisse des prix) alors que les préoccupations sur le chômage commencent à l'affecter davantage en lien avec la dégradation de la conjoncture économique.

Au total, il semble que les ménages soient surtout influencés dans leur réponse à l'enquête par ce qui est le plus négatif, basculant d'une préoccupation dominante d'inflation lorsqu'elle est élevée à une préoccupation dominante de chômage lorsqu'il est haut.



Source : calculs DGTPE

Note de lecture : chaque point est le résultat d'une analyse factorielle effectuée sur une période de 10 ans ; ainsi la période de la première analyse factorielle (premier point) s'étend de janvier 1987 à décembre 1996, alors que celle du dernier point s'étend de février 1999 à janvier 2009.



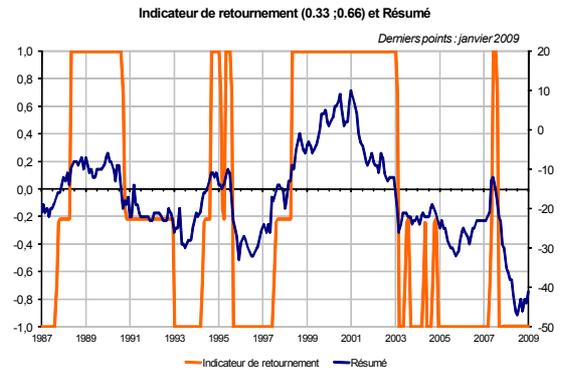
Sources : Insee, calculs DGTPE

2.3 La construction d'un indicateur de retournement confirme ce diagnostic

Un indicateur de retournement de l'enquête de conjoncture auprès des ménages a été calculé sur le 1^{er} facteur d'une analyse factorielle reposant sur l'ensemble des questions retenues pour calculer l'indicateur résumé de l'Insee. La méthode employée par Baron-Baron¹⁰ a été retenue.

Son apport pour l'analyse conjoncturelle apparaît cependant limité : les changements de régime coïncident le plus souvent avec le passage de l'indicateur résumé de l'Insee au-dessus ou en dessous de sa moyenne de long terme.

Graphique 13 : indicateur de retournement et indicateur résumé de l'Insee



Source : calculs DGTPE

3. L'enquête permet de reconstituer la dynamique de court terme de la consommation des ménages

3.1 L'indicateur résumé de l'enquête de conjoncture auprès des ménages captait de manière très lâche la dynamique de leur consommation avant 2003 et ce lien s'est rompu de 2003 à 2007

A priori, un environnement conjoncturel favorable (croissance de l'emploi et hausse des salaires réels) est propice à une progression de la confiance des ménages comme des dépenses de consommation. Un lien entre l'indicateur résumé de l'enquête de conjoncture auprès des ménages et la consommation est donc attendu : une hausse de l'indicateur de confiance capterait un revenu dynamique et/ou une baisse du taux d'épargne en lien avec une réduction de l'épargne de précaution.

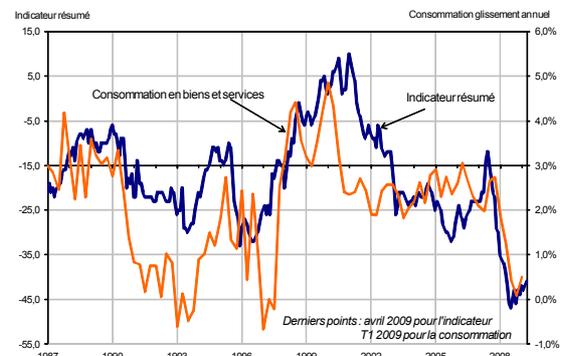
Mais diverses études ont montré qu'il est difficile d'établir une relation de court terme entre la consommation et l'indicateur résumé. Braun-Lemaire¹¹ et Brahami¹² ont montré qu'à court terme, ni la consommation des ménages ni le taux d'épargne ne sont bien prévus à l'aide uniquement de l'indicateur résumé. Des études sur des données des États-Unis montrent l'existence d'une relation de causalité de long-terme de l'indicateur de confiance sur la consommation des ménages américains¹³ davantage donc qu'une relation de court terme. Graphiquement (cf. graphique 14), il semble pourtant que les évolutions de l'indicateur résumé de confiance des ménages et de leur consommation en biens et services étaient de même sens jusqu'en 2003. Mais depuis 2003, leurs évolutions semblent déconnectées avec une consommation plus dynamique que ce que suggère l'indicateur résumé.

Ainsi entre 2003 et 2007, la forte dégradation de l'indicateur résumé de l'enquête ménage aurait traduit un pessimisme général plus subjectif que réel, au sens où il était moins associé que par le passé à une baisse de régime de la consommation.

Cette perte de lien entre indicateur résumé et consommation depuis 2003 correspond probablement à un changement dans la manière dont les ménages répondent aux questions

générales : un poids fluctuant entre l'importance respective de la situation sur le marché du travail et celle sur l'inflation sur les réponses aux questions générales (point développé dans la précédente partie). Cela milite pour une modélisation à court terme de la consommation non pas avec l'indicateur résumé mais à partir de tous les soldes et y compris ceux non pris en compte dans l'indicateur résumé.

Graphique 14 : indicateur résumé et consommation en biens et services



Source : Insee

3.2 A l'aide des questions de l'enquête, et notamment celles non utilisées pour construire l'indicateur résumé, il est possible de reconstituer la dynamique de court terme de la consommation

Il avait déjà été montré que certaines composantes de l'enquête permettent de retracer l'évolution du taux d'épargne des ménages (Brahami 2005). Ainsi, les soldes relatifs à l'opportunité d'acheter, d'épargner, la situation financière actuelle et l'inflation perçue, rendent correctement compte des comportements d'épargne des ménages sur un semestre (mais pas nécessairement d'un trimestre à l'autre).

En s'inspirant de la même méthode¹⁴, une modélisation satisfaisante de la variation trimestrielle de la consommation

(10) Baron H. et Baron G., « Un indicateur de retournement conjoncturel dans la zone euro », *Économie et Statistique* n°359-360, 2002. Modèle reposant non pas sur le signe des innovations (modèle de Grégoire et Lenglar), mais sur le signe et l'ampleur de variation (3 états) d'un ou plusieurs soldes. C'est à partir de l'ampleur des variations rapportées à ce que l'on observe sur l'ensemble du passé, qu'une innovation est calculée. La densité de ces innovations permet de définir l'état de la conjoncture à partir de seuils préalablement définis et permettant ce codage : l'état de la conjoncture est bas, si la densité des innovations est inférieure à 1/3, haut si elle est supérieure à 2/3 et neutre sinon.

(11) Braun-Lemaire I., Gautier A., « Opinion des ménages et analyse conjoncturelle », *Note de conjoncture de l'Insee*, Mars 2001.

(12) Brahami A., « Taux d'épargne : quel lien avec les indicateurs de confiance de l'Insee ? » *Diagnostics Prévisions et Analyses Économiques* n°69, Avril 2005.

(13) Gelper.S., Lemmens.A., Croux.C., (2007), « Consumer sentiment and consumer spending: decomposing the Granger causal relationship in the time domain ».

(14) Avec cependant une simplification : on estime un seul modèle avec des soldes trimestrialisés plutôt qu'un modèle différent selon le nombre de mois d'enquête connus dans le trimestre.

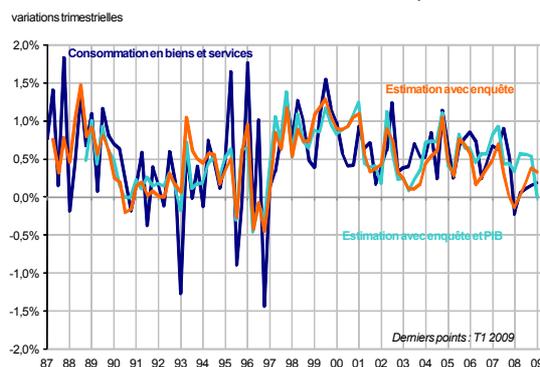
des ménages peut être obtenue (cf. graphique 15 : Estimation avec enquête) en sélectionnant de manière empirique les soldes.

Cependant, la modélisation de la consommation à partir des soldes de l'enquête ménages est plus fragile lors des périodes de récession ou de fort ralentissement (1993, 2001), ce qui rend son utilisation plus fragile pour la période récente. Pour tenter de pallier cette difficulté, un modèle complémentaire a été estimé avec une variable susceptible de donner une information sur le revenu des ménages. L'introduction du taux de croissance retardé du PIB¹⁵, indicateur de la création de richesse et reflétant une part importante du revenu des ménages, améliore la qualité d'ajustement lors des périodes de creux de cycle, mais malheureusement pas en fin de période.

Quatre soldes de l'enquête auprès des ménages ont un pouvoir explicatif de l'évolution du volume de la consommation en biens et services. Deux seulement entrent dans le calcul de l'indicateur résumé (niveau de vie passé et futur). Les deux autres, non inclus dans l'indicateur résumé, évoluent à certaines périodes différemment des soldes sur le niveau de vie passé et futur : la situation financière actuelle et l'opportunité d'épargner.

Mis à part le solde sur le niveau de vie passé, les autres soldes retenus ne sont pas ceux qui contribuent le plus à la variance commune de l'ensemble des soldes. On retrouve ainsi le constat effectué dans la partie précédente que l'enquête auprès des ménages capte peut-être un climat de confiance plus subjectif que réel (au sens où le climat réel serait relié à la dynamique de consommation).

Graphique 15 : consommation en biens et services et estimation avec soldes d'enquête et PIB retardé



Source : Insee, DGTPÉ

Graphique 16 : différence des soldes sur les niveaux vie futur et passé de l'enquête auprès des ménages



Source : Insee

Tableau 2 : modèle de prévision de la variation trimestrielle de la consommation à partir des soldes de l'enquête auprès des ménages

Période d'estimation : 1987T1-2006T4	Modèle avec PIB retardé		Modèle avec enquête uniquement	
	Coefficient	Statistique de Student	Coefficient	Statistique de Student
Constante	0,0037	1,52	0,0068	9,87
Niveau de vie futur	0,0002	2,53	0,0002	8,11
Niveau de vie passé	-0,0001	-2,45	-0,0002	-6,77
Situation financière actuelle	0,0005	5,38	0,0004	9,22
Opportunité d'épargner	-0,0003	-4,27	-0,0003	-15,23
PIB (-1)	0,4950	3,80		
AR(1)			-0,6046	-5,59
CONSO (-1)	-0,3881	-3,78		
MA(2)	-0,3590	-2,80	-0,6054	-5,17
	R2 ajusté : 0,48		R2 ajusté : 0,47	
	DW : 2,21	RMSE : 0,4 %	DW : 1,81	RMSE : 0,5 %

Les signes liés aux coefficients des variables sélectionnées (cf. tableau 2) sont intuitifs : si l'opportunité d'épargner diminue cela peut engendrer plus de consommation par exemple. Le signe négatif du coefficient devant le solde sur le niveau de vie passé peut paraître surprenant mais il doit être mis en relation avec un coefficient identique au signe près pour le niveau de vie futur : c'est donc l'écart entre les perspectives d'évolution et l'évolution passée qui est retenu pour la prévision, avec un signe positif comme attendu (cf. graphique 16). Cet écart est resté important début 2008

alors que le jugement sur les niveaux de vie étaient négatifs. Cela conduit ainsi à relativiser le niveau des soldes sur le niveau de vie pour commenter le lien entre enquête et consommation.

Le coefficient lié à la variable autorégressive est assez important ce qui est à l'origine d'un « retard » à certaines périodes de la consommation prévue sur la consommation observée.

Slim DALI

(15) Prolongeable en prévision par une prévision du PIB non dépendante de la prévision de la consommation, à l'aide par exemple d'un étalonnage à partir des enquêtes de conjoncture dans l'industrie, le bâtiment et les services.

Éditeur :

Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi

Direction générale du Trésor
et de la Politique économique

139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Philippe Bouyoux

Rédacteur en chef :

Jean-Paul DEPECKER

(01 44 87 18 51)

tresor-eco@dgtp.e.fr

Mise en page :

Maryse Dos Santos

ISSN 1777-8050

Derniers numéros parus

Mai 2009

n°57. Saisies immobilières aux États-Unis et pertes des institutions financières
Stéphane SORBE

Avril 2009

n°56. Politiques monétaires non conventionnelles : un bilan
Antoine BOUVERET, Abdenor BRAHMI, Yannick KALANTZIS, Alexandra OLMEDO,
Stéphane SORBE

n°55. La situation économique mondiale au printemps 2009
Aurélien FORTIN, Antoine BOUVERET

Mars 2009

n°54. L'appareil exportateur français : une réalité plurielle
Raphaël CANCÉ

n°53. Les marges dans la filière agro-alimentaire en France
Étienne CHANTREL, Pierre-Emmanuel LECOCCQ